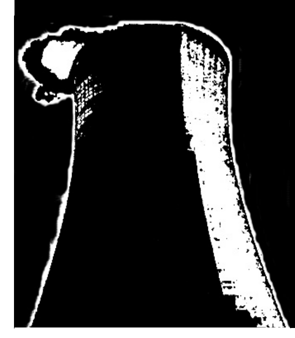
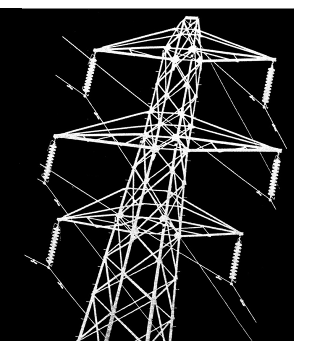


HAUTE TENSION



FEUILLE D'INFOS DU COLLECTIF RADICALEMENT ANTI-NUCLÉAIRE.
PARUTION IRRÉGULIÈRE. PRIX LIBRE. IPNS.
N° 1. OCTOBRE 2007.
E-mail : CRAN@no-log.org, site internet : http://www.anartoka.com/cran

ÉDITO

Cahin caha, le CRAN poursuit ses modestes activités anti-nucléaires et subversives. Voici le 1er N° de notre feuille d'info. « Haute Tension » a plusieurs objectifs : diffuser des infos, rafraîchir les mémoires en rappelant ce que furent les luttes anti-nucléaires du passé, relater les mobilisations régionales actuelles contre le nouveau réacteur EPR et les lignes THT, alimenter une critique radicale du nucléaire et de son monde, inciter à la lutte...
« Haute Tension » paraîtra à chaque fois que l'envie nous en prendra ou que la nécessité s'en fera sentir.
Vous pouvez librement photocopiller cette feuille d'info. Toute contribution à sa diffusion est la bienvenue.

LE COLLECTIF RADICALEMENT ANTI-NUCLÉAIRE :

Nous nous sommes organisé-e-s en collectif depuis environ un an. Nous sommes principalement caennai-se-s. Pour certain-e-s d'entre-nous la lutte anti-nucléaire n'est pas nouvelle. Nous étions un certain nombre par exemple à organiser un espace autonome avec la coordination contre la société nucléaire au sein du Village Alternatif Autogéré et Anti-Nucléaire d'avril 2006 à Cherbourg.
Nous nous sommes réuni-e-s autour d'un projet commun contre le nucléaire et la société dans laquelle il se développe. Pour affirmer notre refus du nucléaire et de ses désastres quotidiens de la Biélorussie à Cherbourg. Pour dénoncer la prolifération de l'armement nucléaire et le développement de la société de contrôle social et policier qui lui sont intimement liés. Pour s'opposer à la dictature de son armada d'experts et l'expropriation de nos propres vies qui s'y déploient. Également pour remettre en lumière le lien entre nucléaire et capitalisme et insister sur la nécessité de rompre avec la notion de développement fut-il durable…
Nous nous sommes réuni-e-s également autour de pratiques communes : l'action directe contre les nucléocrates et leurs entreprises de destruction du vivant, le refus des logiques électoralistes et du fétichisme organisationnel (politique ou syndical), la réappropriation de l'histoire de la lutte antinucléaire, à travers la réédition de textes anciens ou plus récents, l'échange d'infos et d'analyses sur la question du nucléaire.

Les incidents nucléaires se succèdent...

Depuis un peu plus d'un an, les incidents nucléaires n'ont pas manqué de par le monde. En juillet 2006, à Fosmark, en Suède, un court-circuit a entraîné l'arrêt du système de gestion du réacteur. La tentative de mise en route de 2 générateurs de secours a échoué. Ce n'est qu'au bout de 20 minutes qu'un de ces générateurs a fini par fonctionner. Pendant ces 20 minutes, le réacteur n'a plus été refroidi et il est fortement monté en température. À quelques minutes près le réacteur aurait explosé provoquant une catastrophe nucléaire majeure type Tchernobyl. D'autres incidents et dysfonctionnements ont été relevé depuis, toujours à Fosmark et aussi dans d'autres centrales de Suède.
Fin juin, c'est à la centrale de Krummel, en Allemagne, qu'un incendie a entraîné une succession de pannes dans différents dispositifs. La firme Vattenfall qui gère la centrale a tenté de minimiser l'affaire. Un peu plus tard, ce sont des containers de déchets radioactifs, toujours en provenance de Krummel, qui n'ont pu être acheminés au centre de stockage de Gorleben, leur radioactivité étant anormalement élevée.
Le 18 juillet, un violent tremblement de terre secoue le Japon. À la centrale de Kashiwazaki-Kariwa (une des plus grande du monde) les secousses entraînent une importante fuite d'eau radioactive (jusque dans la mer proche), un incendie et prés de 50 pannes dans divers dispositifs. Après avoir là aussi tenté de minimiser la situation, la firme Tepco qui gère la centrale a fini par suspendre totalement l'activité de celle-ci le 18 juillet.
Les incidents sont assez fréquents au Japon. En avril 2006, 40 litres d'un liquide contenant du plutonium avaient été accidentellement renversés à l'usine de retraitement de Rokkasho-Mura tandis que ce même mois une rupture de conduite provoquait la mort de 5 travailleurs à la centrale de Mihama. En mars 2007, c'est à la centrale de Shika qu'un incident s'est produit.
Pour finir cette énumération d'incidents qui font froid dans le dos, signalons une contamination radioactive, révélée fin septembre, autour de la centrale de Brennilis dans le Finistère. Cette vieille centrale est en cours de démantèlement sauf que celui-ci est suspendu (?!). La Commission de Recherche et d'Information indépendante sur la Radioactivité (CRIIRAD) a procédé à une étude pour le compte du réseau « Sortir du nucléaire » dans les environs immédiats de la centrale. Des doses très élevées de césium 137, de cobalt 60, d'actinium 227 et autres produits radioactifs ont été trouvées entre autres dans des plantes aquatiques proches du site. Ouest-France parle même de traces de plutonium. Il paraît que les autorités vont interdire la baignade...



LA COORDINATION CONTRE LA SOCIÉTÉ NUCLÉAIRE

Créée à Paris à la fin d'un manif antinuc en janvier 2004, la CCSN rassemble des groupes et individus de la « mouvance libertaire » soucieux de poursuivre une critique de l'industrie nucléaire (civile ou militaire) ainsi que de la société qui la produit et qu'elle contribue en retour à transformer.
Le CRAN participe régulièrement à certaines de ses activités.
La Coordination publie un intéressant bulletin contenant informations et analyses.
Le N°1 de ce bulletin, paru en janvier 2006 (20 pages A4), contient le texte de présentation de la Coordination, de multiples infos, des compte-rendus d'activités, des présentations de textes et films anti-nucléaires, d'utiles rappels historiques...
Le N°2, paru au printemps 2007 (32 pages A4), contient là encore plein d'infos ainsi qu'un gros dossier sur la gestion des crises. De Tchernobyl à La Nouvelles-Orléans en passant par la multiplication des simulations d'accidents nucléaires en France, ce dossier tente de faire le tour des techniques utilisées par les États que ce soit pour habituer les populations à la perspective d'une catastrophe majeure ou pour les encadrer et les réprimer lorsqu'une catastrophe se produit réellement.
On peut se procurer les 2 numéros de ce bulletin (prix libre) auprès du CRAN à l'adresse suivante: « Un Autre Futur » 41 rue Pierre Gringoire 14000 Caen.

LISTE DES BROCHURES DIFFUSÉES PAR LE CRAN

Le CRAN réédite des textes radicaux autour de la question nucléaire. Nous indiquons le coût de revient. Les dons supplémentaires sont les bienvenus. Ils serviront à financer les activités du CRAN. On peut commander ces brochures à l'adresse suivante : « Un Autre Futur » 41 rue Pierre Gringoire 14000 Caen. Règlement avec un petit billet planqué dans l'enveloppe, un chèque (sans ordre) ou des timbres.
- **MEMENTO MALVILLE et LES MYTHES DÉCISIFS : AUX ÉCOEURÉS DE MALVILLE.** 2 textes incisifs sur la sanglante et meurtrière manif antinucléaire de Malville en 1977. Un travail de mémoire qui pose des repères pour la lutte présente… 52 pages A4. 1,04 euro.
- **LA TENTATION TOTALISANTE.** Remarques sur le processus de nucléarisation du monde en Nord-Cotentin. 44 pages A4. 88 centimes.
- **LA LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS RADIOACTIFS EN ANJOU (1987-1990).** Une chronologie détaillée de la lutte contre un projet de centre d'enfouissement accompagnée d'un petit récit. 16 pages A4. 32 centimes.
- **APERÇU SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANTI-NUCLÉAIRE EN FRANCE.** Une reprise du dossier historique paru dans un N°spécial antinucléaire de « Courant Alternatif », le mensuel de l'Organisation Communiste Libertaire. Un rappel des luttes de Golfech, Chooz, Plogoff, La Hague… 20 pages A4. 40 centimes.
- **EN FINIR AVEC LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE.** Un brochure sur la nécessité et les conditions d'une lutte antinucléaire radicale. Par l'Association Contre le Nucléaire et son Monde. 20 pages A5. 25 centimes.
- **RÉCIT DE LA LUTTE DE CHOOZ.** De 1977 au début des années 80, le récit documenté de la résistance acharnée des populations à un projet malheureusement concrétisé d'implantation d'une centrale nucléaire dans les Ardennes. 60 pages A5. 75 centimes.
- **DU MENSONGE RADIOACTIF ET DE SES PRÉPOSÉS.** La catastrophe nucléaire de Tchernobyl s'est révélée inassumable, il a donc fallu pour les nucléaristes en nier l'ampleur, en minimiser les conséquences, déformer les faits, manipuler l'information, obscurcir les mémoires. Récit d'un négationnisme par l'Association Contre le Nucléaire et son Monde. 40 pages A5. 60 centimes.
- **LA GUERRE HIGH-TECH: LE NETTOYAGE PAR LE VIDE.** Un court texte percutant de 1999 sur les nouvelles doctrines militaires, le lien entre guerre et capitalisme, les projectiles à l'uranium appauvri et autres joyeusetés du « nouvel ordre mondial ». 12 pages A5. 12 centimes.

MOBILISATIONS CONTRE L'EPR ET LES LIGNES THT DANS LA MANCHE

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE RÉACTEURS NUCLÉAIRES

Flamanville, dans le nord-cotentin, a été retenu comme site pilote pour l'implantation du premier réacteur nucléaire « nouvelle génération » appelé « EPR ». Le choix de ce site ne doit évidemment rien au hasard. La région de Cherbourg est en effet complètement colonisée par l'industrie nucléaire civile ou militaire (Centrale de Flamanville, centre de stockage et de retraitement de déchets nucléaires de La Hague, arsenal de Cherbourg où se construisent des sous-marins nucléaires…). Une bonne part de la population locale tire, depuis longtemps, ses revenus des activités de l'industrie nucléaire qui est de loin le premier employeur du coin. L'opposition anti-nucléaire y est désormais faible et marginalisée. Le choix d'implanter l'EPR à Flamanville est donc politiquement judicieux pour l'État et l'industrie nucléaire car ils sont là bas en terrain conquis. Les travaux de construction de la centrale EPR ont commencé. **Ce qui se joue avec la mise en place de l'EPR, c'est la relance du programme électro-nucléaire français pour des dizaines d'années.**

Quant au réacteur EPR lui-même, sa réalisation connaît bien des déboires techniques qui entraînent des retards et des surcoûts importants. Le réacteur EPR expérimental installé en Finlande ne fonctionne toujours pas « correctement » alors qu'il devrait être en service normal depuis plus d'un an et demi. Du coup la facture s'alourdit. Le surcoût financier pour tous les problèmes techniques rencontrés et les retards de mise en exploitation qui en découlent est estimé actuellement à 1,5 milliard d'euros. L'État va certainement au final faire reposer le paiement de cette somme énorme sur dos de la population en prenant le fric dans l'argent des impôts payés par les contribuables.

UNE NOUVELLE LIGNE THT DANS LA RÉGION

La mise en place, à l'horizon 2012, du nouveau réacteur EPR rend nécessaire la construction d'une nouvelle ligne Très Haute Tension (400 000 volts) pour évacuer l'électricité qui sera produite. La ligne THT est censée relier le Cotentin au Maine sur une distance d'un peu plus de 150 kilomètres ce qui implique la construction de 300 à 350 pylônes d'environ 50 mètres de haut, avec une emprise au sol de 60 M² par pylônes, le long d'un couloir de 40 mètres de large (pour un coût estimé de 194 millions d'euros). Cette nouvelle ligne partira des environs de Périers (Manche) pour rejoindre un peu au sud de Loiron (Mayenne) un couloir de lignes THT déjà existantes, couloir qui relie l'agglomération du Mans à celle de Rennes. L'électricité produite par le réacteur EPR servira entre autres vraisemblablement à alimenter les activités industrielles de ces agglomérations ainsi que les lignes TGV qui relient Paris à Rennes puis Brest et Quimper (les lignes TGV consomment énormément d'énergie).



Le maître d'œuvre de la construction des lignes THT est le Gestionnaire du Réseau de Transport d'Électricité (RTE), une filiale d'EDF crée en 2000 pour assurer le fonctionnement, l'entretien et le développement du réseau public de transport d'électricité. En l'état actuel du projet, après réunion de la Commission Nationale de Débat Public en 2005 et concertation/étude d'impact en 2006-2007, 72 communes sont potentiellement concernées par le passage de la nouvelle ligne THT. En fin d'année 2007, le tracé définitif devrait être connu et concernera finalement une soixantaine de communes. Celles-ci toucheront une taxe de 3140 euros par an et par pylônes. C'est donc prés d'un milliard d'euros annuel qui devrait être distribué par RTE sous forme de taxes aux communes en compensation des nuisances qu'elles vont subir. En 2008-2009 vont se dérouler l'enquête d'utilité publique et les études techniques de détail. Le permis de construire devrait en théorie être accordé en 2010. Les travaux de construction commenceront ensuite (de mi-2010 à fin 2011).

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

Dés le projet de construction d'un nouveau couloir de lignes THT connu, des inquiétudes ont commencé à se manifester au sein des populations locales. Ces inquiétudes, très diverses, recouvrent aussi bien les effets néfastes des champs électro-magnétiques sur la santé humaine et sur celle du bétail, que la protection de l'environnement, les préoccupations anti-nucléaires, les pollutions visuelles représentées par les centaines de pylônes prévus, le montant des indemnisations pour l'achat des terrains qui constituent le couloir, le risque de perte de valeur des terrains et habitations situés prés des lignes etc…

Des collectifs se sont créés. Il en existe environ 80 (cantonaux la plupart du temps) répartis, par ordre d'importance, en Mayenne, Ille et vilaine (il existe dans ces 2 départements une tradition de mobilisation anti-nucléaire liée à des projets avortés de centres d'enfouissement de déchets radioactifs), Manche et Orne. Quasiment tous ces collectifs se déclarent également contre l'EPR. La capacité de mobilisation de ces collectifs est estimé par certains de leurs acteurs à environ 10 000 personnes (même si ce chiffre est rarement mis en avant publiquement). Certains collectifs sont très actifs et intègrent pas mal de monde, d'autres sont plus petits avec une activité plus intermittente. Les collectifs se réunissent et se coordonnent régulièrement lors de réunions départementales et inter-départementales.

L'essentiel de l'activité des collectifs consiste, en tout cas dans la Manche, en un important et indispensable travail de sensibilisation, d'information et de mobilisation des populations locales : collages, diffusions de tracts sur les marchés, les foires, dans les boîtes aux lettres, organisation de petites réunions publiques accompagnées de débats, organisations de petites fêtes anti-THT locales chez des paysans sympathisants, communiqués de presse, démarches auprès des élus locaux, participation massives aux manifs départementales (Villedieu, St Lô, St Hilaire du Harcouët) ou nationales comme celle du 17 mars 2007 (Rennes)…

Ces collectifs interviennent aussi lorsqu'ils ont connaissance de rencontres entre des représentants d'AREVA et de RTE et des conseils municipaux. Leur tactique actuelle consiste à mettre en place des « comités d'accueil » qui bloquent temporairement l'entrée des mairies afin de discuter directement avec les élus, puis la réunion peut se tenir, à la sortie le « comité d'accueil » rebloque les élus pour discuter de nouveau avec eux et critiquer encore une fois le projet de THT. Il ne semble pas être question pour eux, *à l'heure actuelle*, d'empêcher la tenue de ces réunions « d'information » car les collectifs estiment que cela ne serait pas compris par les populations locales et ils ne veulent pas braquer les élus et les gens. En septembre des rassemblements ont eu lieu lors des réunions de concertation organisées par RTE à Fougères (une cinquantaine de manifestantEs), à Coutances (une trentaine de manifestantes), à Romagny (environ 200 manifestantEs) où la municipalité a pris un arrêté interdisant la circulation des engins agricoles pour empêcher les paysans anti-THT de manifester au volant de leurs tracteurs. Pour la première fois, ces réunions se sont déroulées sous la protection de dispositifs de gendarmerie assez conséquents (brigades territoriales ou gendarmerie mobile).

Un référendum populaire a également été organisé par le collectif de Périers-Marchessieux sur la commune de Marchessieux. Après un important travail d'information et de visites au porte à porte, la participation a été assez forte et a donné un résultat assez massivement favorable au refus des THT. Il faut dire que Marchessieux est déjà blindé de lignes haute tension, plusieurs couloirs de THT passant par le territoire de cette commune. L'idée est d'essayer de multiplier ces référendums dans les communes qui se situent géographiquement au début du projet de nouveaux couloirs de lignes afin d'établir un « barrage symbolique » anti-THT, de faire pression sur les élus locaux et de donner à la mobilisation une « assise démocratique ».

Il semble que, là où les collectifs sont bien implantés, soit aussi à l'étude l'idée de mettre en place des réseaux d'alerte et de surveillance destiné à détecter d'éventuelles visites de géomètres chargés de relevés préalables aux travaux de construction des lignes afin de pouvoir rapidement intervenir et les gêner.

Des recherches légales ont également lieu en vue d'informer les agriculteurs sur leur droit à refuser l'entrée de ces géomètres sur leurs terres (si celles-ci sont clôturées) afin d'alourdir administrativement les enquêtes techniques préliminaires.

La question de l'enfouissement des lignes THT semble avoir fait long feu. Mise en avant par certains élus, qui sentaient que la mobilisation prenait de l'ampleur, relayée lourdement par le journal réactionnaire « La Manche Libre », cette proposition a été écarté par RTE qui la juge bien trop onéreuse. Les élus qui prônaient l'enfouissement en ont été réduit à jouer les étonnés et les courroucés, histoire de donner le change à « leurs » populations.

L'actualité de la mobilisation anti-THT a également été marqué ces derniers mois par des opérations « néons », certains collectifs appelant les gens à se rassembler sous les lignes THT existantes pour y constater, à l'aide de tubes néons brandis à bout de bras, la réalité et l'importance des champs électro-magnétiques produits.

Plusieurs occupations de pylônes ont également eu lieu ces derniers mois. La première concerne un pylône THT prés de Flamanville qui a été investi par un petit groupe d'activistes liés au réseau « Sortir du nucléaire » qui protestaient contre la construction du réacteur EPR et celle des lignes THT. Ils ont été techniquement renseignés par Greenpeace pou mener à bien l'action. La préparation de celle-ci est restée secrète. Ils ont bénéficié d'un soutien moral au sol apporté par une centaine d'antinucléaire locaux. Faute de vivres et d'eau, ils/elles ont fini par redescendre d'eux mêmes.

Le 26 avril, jour anniversaire de Tchernobyl, nouvelle occupation. Cette fois-ci c'est une équipe de Greenpeace qui réussit à entrer sur le chantier de construction du réacteur EPR, à en cadenasser les grilles et monter sur les 2 grues qui se trouvent sur le chantier. Apparemment menacée de lourdes astreintes, cette équipe a fini par quitter les lieux. L'opération était destinée « à faire pression sur les candidats à la présidence » pour faire annuler la construction de l'EPR. C'était également apparemment une façon de se mettre en avant pour Greenpeace qui était déçu que la première occupation de pylône ait été revendiqué au nom de son « concurrent », le réseau « Sortir du nucléaire ».

Fin mai, nouvelle occupation de pylône THT du coté de Fougères par le Groupe d'Action Non-Violente Antinucléaire (GANVA), affilié au réseau « Sortir du nucléaire », qui avait mené à bien la première occupation de pylône. Installés pour durer les militantEs ont cependant dû abandonner l'occupation assez vite car ils/elles étaient menacés de lourdes astreintes. RTE a porté plainte. Il semble qu'au cours des 2 occupations de pylônes RTE ait été obligé de couper l'alimentation électrique. Ces actions médiatiques peuvent avoir un intérêt, limité, en terme de sensibilisation mais elles laissent malheureusement la masse des opposantEs aux THT et à l'EPR en dehors de l'action en les réduisant au rôle passif de spectateurs. Le siège régional d'EDF a également été occupé mi-septembre pendant plus de 24 heures par une vingtaine de militantEs du GANVA qui ont déployé des banderoles et bloqué l'entrée pour protester contre l'EPR et les THT. L'occupation a apparemment été levée quand EDF a envoyé des huissiers pour entamer des poursuites.

PERSPECTIVES DE LUTTE

Il semble que la plupart des collectifs plaçaient illusoirement pas mal d'espoirs dans les élections présidentielles pour stopper le projet d'EPR et de lignes THT. La seule perspective qui demeure une fois ces élections passées, c'est la nécessité d'œuvrer à la massification de la lutte, sachant que le début des enquêtes techniques préliminaires ainsi que le début des travaux risquent d'entraîner une radicalisation de la lutte. La question de la résistance concrète se posera alors, à la base, *y compris en dehors de la légalité*: harcèlement des géomètres, blocages de routes, barricades sur les voies d'accès aux futures zones de travaux, invasion des chantiers, sabotages...

L'orientation des collectifs est marquée par un indéniable citoyennisme et leur « encadrement » est fourni par des militants politiques (Verts, ATTAC, LCR…) et syndicaux (Confédération Paysanne). Cependant ces militantEs sont une toute petite minorité et, encore une fois, l'état d'esprit de beaucoup risque de se radicaliser avec le début des travaux. Plusieurs échos et allusions anecdotiques semblent confirmer ce point. A ce propos, la manif du 17 mars à Rennes s'est conclu par des discours. Celui de François Dufour, responsable de la Confédération Paysanne, a évoqué la possibilité de lancer des actions de « déboulonnage volontaire » sur le mode des « faucheurs volontaires ». Effet de manche ou déclaration d'intentions réelles… on verra. Ce type d'action nous paraît de toute façons critiquable car il expose ouvertement, et souvent inutilement les participantEs, à la répression policière, judiciaire et financière de l'État, répression qui se durcit depuis l'élection de Sarkosy.

Il importe en tout cas, à notre avis, dés maintenant, de faire circuler largement les infos sur les mobilisations anti EPR et THT afin de rompre l'isolement géographique et d'attiser les solidarités concrètes.

Caen, octobre 2007.